

# le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN 0241 0494

LE 26 FEVRIER 2001

N° 283 PRIX 4 FF



SENEGAL-MAURITANIE

**RISQUES DE  
NOUVEAUX CONFLITS?**

SOMMAIRE AU VERSO

## S O M M A I R E

## é d i t o r i a l

Page 2  
Editorial

Page 3  
Côte d'Ivoire: non  
aux arrestations des  
opposants!

Page 4  
Air Afrique: les  
employés se mobilisent  
c o n t r e l e s  
licenciement

Page 6  
- Tchad: témoignage  
d'une victime de  
l'ancien dictateur  
Haïre

- Immigration: les  
réfugiés kurdes vic-  
times de l'oppression  
et de la misère

Page 8  
Il y a 120 ans s'é-  
teignait Auguste  
Blanqui

ABONNEMENT  
FRANCE:

1 an: 85 FF  
Le paiement se fait  
uniquement en liquide  
ou en timbres-postes  
courants.

ETRANGER :  
Même tarif mais  
uniquement en cou-  
pons-réponses inter-  
nationaux.

ADRESSE :

DUFEAL-COMBAT OUVRIER  
Pour le PAT B.P. 42  
92114 -CLICHY Cedex

SENEGAL-MAURITANIE

**RISQUES DE  
NOUVEAUX CONFLITS?**

Le 21 février, dans la ville de Saint-Louis, ancienne capitale du Sénégal, non loin de la frontière mauritanienne, une centaine de manifestants s'en sont pris à des ressortissants mauritaniens en mettant le feu à leurs petites boutiques, en guise de représailles à la mort de trois pêcheurs sénégalais abattus par les forces mauritaniennes. Les manifestants réclamaient également la démission du ministre sénégalais de la pêche, incapable selon eux de défendre les intérêts des pêcheurs sénégalais.

Ce n'est pas la première fois que des piroguiers de Saint-Louis pêchant dans cette zone frontalière très poissonneuse sont abattus par les garde-côtes mauritaniens qui les accusent de pénétrer sans autorisation dans les "eaux mauritaniennes". Rien que depuis le début de l'année 2001, une dizaine de petits pêcheurs y auraient ainsi laissé la vie. Bien évidemment, quand il s'agit de petits pêcheurs les autorités mauritaniennes sont sans pitié, surtout quand ceux-ci sont dans l'impossibilité de payer de gros pourboires. Alors qu'il est connu de tout le monde que les gros chalutiers venant de l'Europe, du Japon ou des pays asiatiques y pillent les richesses maritimes autant qu'ils veulent, même pendant les périodes de reproduction de la faune marine, après avoir payé des dessous de tables à quelques personnalités haut placées. Et ce qui est vrai pour la Mauritanie l'est aussi pour le Sénégal. Dans ce pays aussi les pêcheurs se plaignent de la concurrence des gros chalutiers qui raflent tout sur leur passage et qui contraignent les petits pêcheurs à s'aventurer de plus en plus loin en haute mer avec leurs petites embarcations pour ramener de quoi survivre. Ce qui se traduit par une consommation supplémentaire de carburant, des journées de travail plus longues et de plus en plus souvent par des naufrages. De plus, ce pillage des côtes par les gros chalutiers se traduit par une raréfaction du poisson dans les marchés locaux et par une augmentation du prix pour les petits consommateurs.

Mais l'autre conséquence de ce pillage, et pas la moindre, est qu'il crée de plus en plus de

conflits entre pêcheurs et entre Etats lorsque leurs zones sont situées sur les frontières. Cette fois-ci ce sont les autorités mauritaniennes qui ont abattu des pêcheurs sénégalais. Mais les autorités sénégalaises ne sont pas plus tendres envers les petits pêcheurs des pays voisins lorsque ceux-ci ont le malheur de s'aventurer dans la zone sénégalaise, aussi bien du côté de la frontière avec la Guinée-Bissau que du côté de la Mauritanie.

Mais dans le cas de conflits de pêche entre le Sénégal et la Mauritanie, il y a toujours en arrière-plan le vieux conflit concernant le tracé de la frontière entre les deux pays. On se souvient comment en 1989 un simple conflit banal entre agriculteurs et éleveurs dans la région du fleuve a dégénéré en une véritable guerre entre les deux pays. Des milliers de Mauritaniens ont dû quitter de force le Sénégal où pourtant il vivaient depuis des générations. Leurs boutiques ont été systématiquement pillées, avec la complicité ou tout au moins sous l'oeil indifférent des autorités sénégalaises. De même que du côté mauritanien de nombreux sénégalais y travaillant ont dû aussi fuir la violence qu'ils subissaient. Jusqu'aujourd'hui, des paysans et des éleveurs négro-africains de la Mauritanie sont toujours dans des camps de réfugiés au Sénégal, en attendant de retrou-

ver leur terre. Nombreux sont ceux qui ont perdu à jamais leur bétail, leur seule richesse. Et il n'est pas rare que les autorités sénégalaises sous Diouf comme sous Wade utilisent la détresse de ces réfugiés négro-africains pour faire de la propagande nationaliste anti-maure. Rappelons aussi que pendant le conflit sénégal-mauritanien de 1989, Wade alors opposant, s'était illustré par une démagogie anti-mauritaniennne, reprochant à Diouf sa prétendue "mollesse" à l'égard de la Mauritanie. En cela il est en partie responsable de l'envenimement du conflit de 1989.

Aujourd'hui il s'agit d'actes de violence dus à un conflit de pêche. Wade a dépêché un de ses ministres à Nouakchott pour discuter avec les autorités mauritaniennes. Cela suffira-t-il pour éteindre cette nouvelle tension qui à tout moment peut dégénérer comme celle de 1989. En tout cas, les populations pauvres sénégalaises comme mauritaniennes n'ont aucun intérêt à ce que ce conflit s'aggrave car ce sont elles qui en feront les frais en premier. La frontière entre les deux pays n'est qu'une création purement artificielle du colonialisme français. Elle est entretenue par les dirigeants locaux car elle leur permet de maintenir leurs privilèges respectifs. Mais les populations pauvres n'ont aucun intérêt à son maintien car c'est un facteur de division.

### COTE D'IVOIRE

#### **NON AUX ARRESTATIONS DES OPPOSANTS !**

Le 14 février dernier Henriette Diabaté, ancienne ministre et actuelle secrétaire générale du RDR, le parti d'Alassane Ouattara est inculpée d'"atteinte à l'ordre public, complicité de destruction de biens d'autrui et rébellion". On l'accuse également de "détention d'arme de quatrième catégorie sans

autorisation administrative". Quelques jours plus tôt, le 10 février, c'est l'imprimerie du quotidien "Le Jour", proche du RDR qui avait été l'objet de perquisition violente de la part de gendarmes et de policiers à la recherche de soi-disant armes cachées. Le 31 janvier dernier c'est

un autre ancien ministre et conseiller de Ouattara, Jean-Jacques Béchio, qui avait été arrêté sous prétexte qu'on avait trouvé des armes chez lui en vue d'un "complot".

Il n'y a en effet pas une semaine qui passe sans que le gouvernement de Gbagbo trouve des "complots" ourdis par des partisans de l'ancien premier ministre d'Houphouët Boigny. Et à chaque fois cela se traduit par des arrestations ou des poursuites judiciaires.

Gbagbo ne cesse de répéter que la "justice ivoirienne est indépendante" et qu'il ne s'immisce pas dans ses affaires. La bonne blague ! A qui fera-t-il croire qu'il n'y est pour rien dans les arrestations des ses opposants membres du RDR ainsi que des tracasseries et des intimidations que subissent les journalistes proches de ce parti?

Tout le monde sait que des gendarmes peuvent venir en cachette déposer des armes dans un lieu et venir ensuite avec des caméras et des journalistes inféodés au pouvoir pour filmer ces "prises d'armes" et embarquer ainsi toute personne, même innocente. La prison de la Maca

contient ainsi des opposants qui n'ont comme seul tort que celui d'être des partisans ou sympathisants du RDR.

Mais s'il y a une personnalité haut placée qui possède des armes illégalement et qui dispose tout aussi illégalement des soldats en armes c'est bien Robert Guéi à qui pourtant Gbagbo n'a pas touché un seul cheveu alors qu'il avait tenté un coup d'Etat contre lui. Mais au lieu de l'envoyer à la Maca, Gbagbo lui a promis le statut et les privilèges d'un ancien chef d'Etat. Voilà ce qui s'appelle un traitement sur mesure, en toute "indépendance" de la justice.

Nous ne partageons pas les opinions politiques d'Henriette Diabaté qui, en tant qu'ancien ministre, a été associé à la politique anti-ouvrière de son gouvernement. Cela ne nous empêche pas de prendre position contre son arrestation, d'autant moins que, si le gouvernement traite de cette façon même une politicienne de la bourgeoisie dans l'opposition, cela montre la dictature quotidienne féroce qui est imposée aux classes laborieuses par un gouvernement qui se prétend socialiste.

#### AIR AFRIQUE

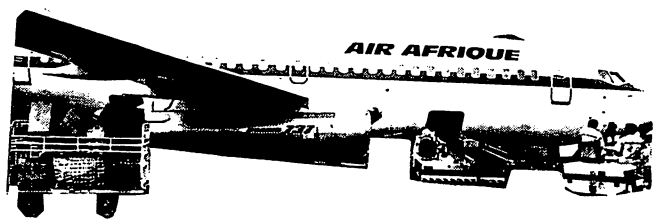
### **LES EMPLOYES SE MOBILISENT CONTRE LES LICENCIEMENTS**

La compagnie Air Afrique a annoncé son "plan de restructuration" se traduisant par la suppression de la moitié de son effectif, soit plus de 2000 postes sur un total d'environ 4500. Selon la nouvelle direction, c'est le prix à payer pour le "sauvetage" de cette compagnie multinationale moribonde, endettée, que les dirigeants veulent privatiser "dans un délai de quatorze mois au plus".

Mais les employés de cette compagnie dont le siège ainsi qu'une

grande partie du personnel sont basés à Abidjan ont raison de ne pas accepter de faire les frais de la mauvaise gestion des dirigeants. Déjà en 1988, en nommant un nouveau PDG à la tête d'Air Afrique, Houphouët Boigny avait donné son accord pour supprimer 1400 postes l'année suivante, soi-disant pour assainir les comptes de la compagnie. Ce qui n'empêcha pas celle-ci de cumuler une dette à hauteur de 200 milliards de francs CFA en 1995. Dettes dues en grande partie au fait que les Etats

africains actionnaires de cette compagnie ne payent pas leurs participations lorsque les ministres, les personnalités politiques et leurs familles prennent les vols Air Afrique. Mais une autre cause de cette dette est que les dirigeants vidant les caisses de cette compagnie pour les



Abidjan: un avion d'Air  
Afrique au sol

détourner dans leurs comptes personnels.

Aujourd'hui il y aurait un "déficit d'exploitation de 5 milliards de CFA par mois". Le 3 février dernier un Airbus de la compagnie avait même été saisi par un créancier en mal de paiement depuis 18 mois. Les vols d'Air Afrique sont devenus tellement aléatoires que certains voyageurs se méfient de cette compagnie qu'ils appellent "Air peut-être" et achètent leurs billets ailleurs.

Cette compagnie est certainement en difficulté, mais pourquoi donc ce serait automatiquement les employés qui devraient en faire les frais? Pendant des dizaines d'années elle avait accumulé des profits alors que

les employés avaient été toujours mal payés. Aujourd'hui, sous prétexte de difficultés financières, mais en réalité en vue de la privatisation, on veut diminuer le nombre du personnel pour faire plus de profits en faisant supporter presque la même quantité de travail à un nombre plus faible de travailleurs.

Mais aujourd'hui les employés refusent les licenciements annoncés. Un préavis de grève de 48 heures avait été lancé pour les journées du 20 et 21 février. Entre-temps, la direction prise de peur, a demandé une trêve de 72 heures afin de trouver un terrain d'entente avec les directions syndicales et de négocier les licenciements.

Selon les dernières informations, la grève a finalement été déclenchée le 27 février. Les avions d'Air Afrique sont semble-t-il cloués au sol. La direction de cette compagnie avait tenté de tromper le personnel en lui faisant croire qu'elle aurait reçu la promesse d'un prêt bancaire qui lui permettrait de remettre à flot ses comptes. Cela ne lui a pas réussi puisque les employés semblent motivés pour se lancer dans la lutte pour leur revendication qui est de refuser les licenciements ou tout au moins des licenciements sans compensation financière conséquente. Car ils savent qu'un licenciement aura des conséquences dramatiques pour eux et pour leurs familles. On sait qu'en Afrique un petit salaire fait vivre toute une famille, et les familles sont parfois très grandes. Ils revendiquent aussi le paiement des salaires que certains d'entre eux n'ont pas perçu depuis plus de trois mois.

TCHAD**TEMOIGNAGE D'UNE VICTIME  
DE L'ANCIEN DICTATEUR HABRE**

Suite à la décision du tribunal de Dakar de revenir sur l'inculpation de Hissen Habré, (ancien dictateur du Tchad coulant depuis plusieurs années un exil doré au Sénégal) pour "complicité d'actes de tortures", une victime, dans une lettre ouverte à Abdoulaye Wade, écrit notamment: "Accusé de faire partie de l'opposition, j'ai passé près de deux ans en prison, du 3 août 1988 au 1er décembre 1990 (...) Tout soin médical m'a été refusé, alors que je souffrais de paludisme et d'un oedème du poumon, conséquences de l'insalubrité et du manque d'hygiène dans les cellules. Vomissant du sang et du pus, j'ai souvent perdu connaissance. Par trois fois, je fus diagnostiqué cliniquement mort. Malgré la maladie, les souffrances, la faim et la peur, j'ai eu la chance de survivre. Je ne peux malheureusement pas en dire autant de nombreux de mes codétenus qui, enlevés la nuit, ne revinrent jamais. En leur mémoire, je me permets d'évoquer le soulagement et la joie que procura

l'annonce de l'inculpation de Hissein Habré".

Plus loin, la victime note: "Mais en juillet 2000, la chambre d'accusation de Dakar décida que le Sénégal n'avait pas compétence sur des crimes de tortures commis à l'étranger et ordonna l'annulation des poursuites contre Habré.(...) Je conclurai en rappelant que les plaignants ont fait appel"...

Les victimes, leurs parents et les diverses associations nationales et internationales qui les soutiennent n'ont pas baissé les bras. C'est sans doute grâce à leurs luttes que la cour de cassation de Dakar vient de faire marche arrière: la justice sénégalaise a compétence d'instruire les plaintes des victimes contre Habré.

Ce recul, c'est un "ouf" de soulagement pour les plaignants. Il faut que le bourreau Habré soit jugé et condamné; il faut qu'il réponde de ses crimes qui ne doivent pas demeurer impunis.

IMMIGRATION**LES REFUGIES KURDES VICTIMES  
DE L'OPPRESSION POLITIQUE  
ET DE LA MISERE**

Un bateau transportant plus de 900 réfugiés kurdes a échoué le 17 février sur les côtes françaises de la Méditerranée. Ces réfugiés qui débarquent ainsi démunis ont trouvé le geste de solidarité de la population de St-Raphaël et de la région. D'autant plus que parmi ces centaines de personnes se trouvent des vieillards et environ 300 enfants de moins de 10 ans.

Les autorités françaises ont tout de suite mis l'accent sur la dénonciation des trafiquants, des passeurs qui profitent de la misère des populations pour se faire des

fortunes. D'ailleurs les autorités se font glorifiées d'avoir démantelé une importante filière d'immigration clandestine qui agirait de la frontière italienne vers la France et l'Europe du nord. Et le ministre de l'Intérieur, le socialiste Daniel Vaillant déclare ainsi: "la France fera tout ce qu'elle pourra pour être efficace contre ces exploiters de la misère humaine ...".

Ce qu'a déclaré François Hollande, secrétaire du Parti Socialiste, dès le premier jour, aurait pu sortir de la bouche de Pasqua. Voici ce qu'il a dit: " Il

faut avoir l'humanité de les soi-



Réfugiés kurdes, sur une plage, encadrés par des militaires français

gnier, de les accueillir et de les mettre dans la possibilité de rentrer dans leur pays d'origine ".

Quant à Pasqua lui-même, il a carrément dit que "s'il s'agit des réfugiés économiques, il est évident que nous ne pouvons pas les garder". En plus clair selon lui, il faut les renvoyer chez eux. Pas étonnant de la part de cet homme qui avait l'habitude d'organiser des charters pour expulser des sans-papiers africains chez eux.

En tout cas il est révoltant de constater encore une fois que ces gens-là se moquent complètement de ces centaines de réfugiés qui ont été obligés de quitter chez eux, de dépenser le peu de leur argent au risque de perdre la vie, pour aller vivre ailleurs.

Finalement après diverses tergiversations les autorités leur ont accordé de simples laissez-passer de 8 jours en attendant qu'ils fassent la demande de statut de réfugiés et que l'administration se prononce sur le cas de chacun d'entre eux. D'ores et déjà elles ont annoncé la couleur, les 900

réfugiés ne seront pas tous acceptés favorablement comme réfugiés. Du coup certains ont dû quitter le centre d'accueil pour aller tenter leur chance ailleurs: les uns aller grossir le camp des sans-papiers et des travailleurs au noir, les autres essayer de rejoindre des parents qui habitent en Allemagne ou ailleurs en Europe et tenter de s'y installer.

Si tant d'hommes, de femmes et d'enfants sont prêts à affronter des dangers en quittant chez eux pour aller ailleurs, c'est que le peuple kurde subit une oppression politique et économique. En effet ce peuple vit dans une région à cheval sur quatre pays : la Turquie, l'Irak, l'Irak et la Syrie. Chacun de ces quatre Etats réprime cette minorité depuis des décennies. En particulier, ces dernières années, les Kurdes irakiens en butte à la répression se réfugiaient en Turquie. L'Etat turc qui mène une politique de répression contre le PKK, guérilla kurde, chasse tous les réfugiés kurdes vers l'Irak. En plus depuis la guerre du Golfe, la politique de blocus économique et les bombardements successifs ont plongé toute la population d'Irak dans la misère la plus ignoble. Ainsi des populations kurdes ballottées de tous les côtés quittent leur pays pour trouver un peu d'accalmie ailleurs, vers l'Europe.

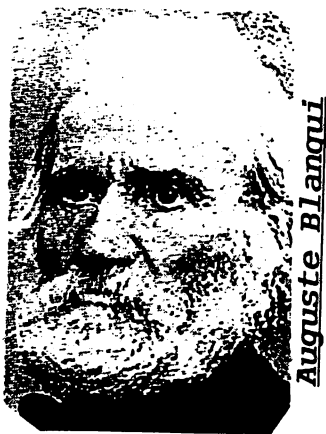
Ces populations sont victimes des dirigeants des quatre pays dans lesquels ils habitent, de la politique de l'impérialisme dans cette région du globe. Ce sont ces situations qui jettent cette population dans les griffes de la mafia.

En France, lorsque le patronat a eu besoin de main-d'oeuvre, il a su aller recruter des travailleurs en Turquie, au Maroc, en Afrique. Il les a fait venir par trains ou par bateaux entiers pour vivre et travailler dans ce pays. Accueillir aujourd'hui ces 900 réfugiés serait la moindre des choses.

## IL Y A 120 ANS S'ETEIGNAIT BLANQUI

Auguste Blanqui était un grand révolutionnaire français du 19<sup>ème</sup> siècle. La bourgeoisie lui a fait payer très cher sa fidélité à la cause prolétarienne: il a passé 36 ans de sa vie en prison.

Né en 1805, c'est-à-dire dans les années qui ont suivi la Révolution Française, il a été l'hé-



ritier des meilleures traditions de cette grande explosion sociale. Dès son jeune âge il a été révolté par l'attitude des aristocrates monarchistes. Lors d'une émeute en 1827 il a été blessé au cou et jeté en prison. Mais très rapidement il rejoint une organisation conspirative anti-bourgeoise dirigée par Buonarroti, un ami de Babeuf, un précurseur du communisme.

Blanqui participe à de nombreuses émeutes d'ouvriers. Il lutte pour une république démocratique et égalitaire et se familiarise avec les idées de Saint Simon et de Fourier, c'est-à-dire pour une société débarrassée de l'exploitation de l'homme par l'homme.

Dans les années 1830 il y a eu de nombreuses insurrections ouvrières dans les grandes villes de France telles que Lyon et Paris. Mais la grande bourgeoisie réussit à chaque fois à détourner le fruit de cette vague révolutionnaire à son profit exclusif. C'est ainsi que le

roi Charles X tombe mais est remplacé au trône par Louis Philippe très lié à la grande bourgeoisie. Blanqui est persuadé qu'il faut aux ouvriers des chefs résolus capables d'instaurer "la république sociale par et pour les pauvres". Il est socialiste. Il a été arrêté et mis en prison plusieurs fois mais chaque fois qu'il en sort, il reprend le combat dans les organisations de cette époque appelées "les sociétés secrètes".

C'est ainsi qu'il a dirigé successivement "la société des familles" puis "la société des saisons". Ces associations trouvaient un accueil sympathique auprès des ouvriers. Les éléments les plus avancés les rejoignaient.

En février 1848 le monarque Louis Philippe fut renversé à son tour par une révolution. Les bourgeois libéraux qui avaient pris la direction du mouvement contre l'ennemi commun considéraient que la révolution est terminée. Sans doute puisqu'un grand nombre d'entre eux pouvaient enfin participer aux affaires de l'Etat. Blanqui a clairement vu que cette république pourtant instaurée grâce à trois jours d'insurrection ouvrière ne représentait pas les intérêts des travailleurs. Il fut arrêté et jeté en prison. Quatre mois plus tard, en juin 1848 lorsque les ouvriers sont à nouveau descendus dans la rue pour que leurs aspirations sociales à eux soient prises en considération, les alliés d'hier, c'est-à-dire les bourgeois se retournèrent contre eux avec une violence sanglante.

Lorsqu'en mars 1871 le petit peuple de Paris prend le pouvoir en proclamant la Commune de Paris Blanqui est en prison aux mains de Thiers le futur bourreau du premier Etat ouvrier. La présence de Blanqui fait cruellement défaut aux communards. Lorsqu'après plusieurs mois la Commune fut écrasée par les

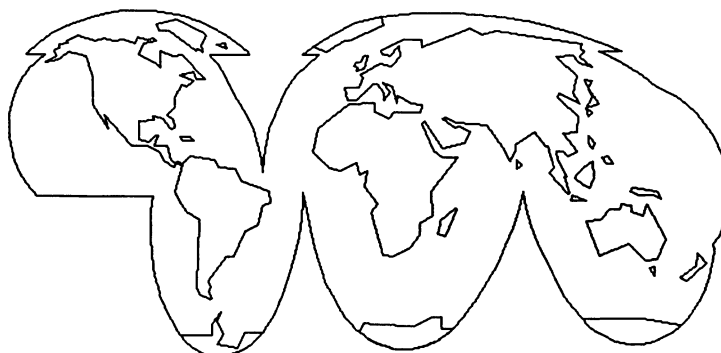


Versaillais, Blanqui est condamné à perpétuité "pour sa responsabilité morale".

Blanqui était parmi les premiers à comprendre la nécessité pour les exploités de s'emparer du pouvoir d'Etat. "Qui a du fer a du pain" avait-il proclamé. Il pensait que cette tâche incombait à une équipe de révolutionnaires sincères et que le peuple suivrait. Il

n'avait pas vu que cette prise de pouvoir ne pouvait pas se faire indépendamment de la masse des travailleurs, de ses capacités d'organisation et de son niveau de conscience. Il n'en reste pas moins que ce grand révolutionnaire représente pour les générations de militants ouvriers y compris ceux d'aujourd'hui, le courage et le dévouement à la cause de leur classe.

**TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS**



**UNISSONS-NOUS !**

## CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.
- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs de toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.
- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.
- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.
- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.
- Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.
- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.
- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.